

## CANADA

### Déclaration à la Commission du développement durable – 18<sup>ème</sup> session

#### Produits chimiques

Le gouvernement du Canada contribue aux objectifs de gestion des produits chimiques en vertu de l'*Agenda 21* par l'entremise de son travail régional, national et international.

Le Canada a terminé l'examen systématique de son inventaire des substances nationales commercialisées (un total de 23 000 substances) en 2006. À la suite de ce processus de catégorisation, 4 300 substances, identifiées comme méritant une attention plus poussée, sont traitées, en priorité, dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques du Canada. Ce Plan vise à protéger la santé humaine et l'environnement contre les risques posés par les produits chimiques organiques et inorganiques par l'entremise : de l'établissement de priorités claires pour l'évaluation et la gestion; de l'intégration de notre approche de gestion afin d'inclure les produits chimiques industriels, les produits de consommation, la nourriture, les médicaments et les pesticides; du renforcement du rôle d'intendance de l'industrie concernant les produits chimiques qu'ils produisent et utilisent; et, d'un accès accru pour les citoyens aux renseignements sur les risques.

Le Canada reconnaît l'importance d'une coopération à l'échelle internationale et régionale, de même qu'avec les institutions internationales clés afin de respecter les engagements conformément à l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM). Le Canada appuie les efforts internationaux déployés en vue d'établir un instrument juridiquement contraignant relatif au mercure et est fier d'avoir joué un rôle dans l'élaboration d'ententes mondiales importantes, comme le Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP), ainsi que dans l'offre de ressources financières importantes pour aider au renforcement des capacités, y compris le Fonds canadien sur les polluants organiques persistants. Le Canada contribue aussi aux efforts collectifs déployés par l'*Organisation de coopération et de développement économiques* (OCDE) pour élaborer des normes et des lignes directrices fondées sur les sciences et les risques qui accélèrent la gestion rationnelle des produits chimiques à l'échelle mondiale et aident à éviter le dédoublement inutile.

Le Canada considère la coopération internationale comme étant de plus en plus essentielle à l'évaluation et à la gestion efficace des risques posés par les produits chimiques. Les avantages peuvent être obtenus par l'entremise d'une mise en commun des recherches, des renseignements et du fardeau du travail entre les juridictions, de même que par une coordination améliorée des approches réglementaires et leur alignement. Une coopération améliorée peut aider toutes les juridictions à combler les manques de données et à réaliser des progrès quant aux défis rencontrés, tels que ceux associés aux produits chimiques dans les biens et les articles de consommation.

Le Canada croit qu'il pourrait être plus utile de concentrer les efforts multilatéraux sur une mise en œuvre complète et efficace des ententes internationales existantes (y compris l'exécution des mécanismes de conformité en suspens) et l'utilisation des forums comme l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et l'Organisation de coopération et de développement économiques pour d'autres travaux conjoints.

Le Canada reconnaît que garantir les ressources financières liées à la gestion des produits chimiques est un défi universel à relever. De nouvelles approches sont nécessaires pour combler le fossé entre les besoins de financement déterminés par les pays en développement et la capacité des pays développés à fournir des fonds publics de donateurs. Les pays en développement et développés doivent travailler ensemble en vertu du processus consultatif sur les options de financement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres initiatives afin de trouver des solutions novatrices pour sensibiliser les politiciens aux enjeux relatifs aux produits chimiques; les « intégrer » dans les politiques nationales et les plans de développement et mobiliser des ressources supplémentaires, provenant du secteur public et privé et de sources nationales et internationales.

Nous sommes impatients de travailler avec la collectivité internationale au moyen des forums existants en vue d'atteindre notre objectif partagé de 2020 en ce qui concerne la gestion des produits chimiques.